

Merci Monsieur le Président.

Ma question s'adresse à Monsieur le Ministre du Travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Monsieur le Ministre,

Conséquence de la crise sur la demande sociale et de la mise en œuvre du RSA depuis le 1er juillet 2009, les caisses d'allocations familiales sont au bord de l'implosion.

La convention d'objectifs et de moyens de la branche famille 2009-2012 avait prévu 1.257 postes supplémentaires et un moratoire sur le non-remplacement des départs en retraites. Mais ces moyens, qui ne font que compenser les réductions d'effectif de la précédente COG, sont totalement insuffisants pour endiguer le flot de demandes nouvelles.

Chaque semaine, un nombre croissant de caisses sont contraintes de fermer leur accueil pour tenter de résorber leur retard dans le traitement des dossiers. Dans ces conditions, elles ne peuvent plus remplir leurs engagements de service public.

Conséquence : la tension est maximale au niveau des personnels, et des centaines de familles attendent depuis des semaines d'obtenir le déblocage de leurs droits, ajoutant encore à la détresse sociale dans notre pays. Les incidents aux guichets se multiplient, le marasme s'installe.

La CNAF vous a alerté à plusieurs reprises sur cette situation sans obtenir la réaction nécessaire de votre part.

La prolongation du moratoire sur le non-remplacement des départs en retraite au-delà du 1er juillet est indispensable, ainsi qu'une aide ponctuelle minimale de 15 millions d'euros permettant d'embaucher des personnels supplémentaires en contrats à durée déterminée.

Monsieur le Ministre,

Allez-vous enfin entendre la détresse des services publics pris entre le marteau de la crise et l'enclume de votre politique de casse de la protection sociale de notre pays - La CAF en est un exemple, mais tous, à l'image du Pôle Emploi, sont concernés - ou allez-vous attendre une nouvelle propagation du syndrome « France Télécom »?